

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1503

Rubrik: Davos

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Esprit, es-tu là ?

Après le départ du Forum de Davos, le Conseil fédéral a pris des mesures pour assurer son éventuel retour. Et veut encourager le dialogue avec les contestataires.

Davos fut une réussite jusqu'à être victime de son succès. L'idée était simple: profiter du creux de janvier d'une grande station touristique, aux palaces et sanas reconvertis en hôtels à moitié pleins, pour réunir de grands chefs d'entreprise et autres décideurs. Un prétexte sportif, une attraction mondaine, l'utilité des échanges, des renseignements, des prises de contact informelles, l'alibi de quelques grands conférenciers: politiques en disponibilité ou universitaires de prestige. En être devint une référence mondiale. Davos fut plus connu qu'une capitale, l'aéroport de Zurich se vanta d'être à portée de taxi du Prättigau, des conseillers fédéraux en une semaine rencontraient plus de Grands qu'en une dizaine de voyages officiels épuisants. La Suisse était hôte, elle recevait la planète.

Mais le battage devint tel que la neige

perdit ses qualités feutrées. D'autres acteurs intervinrent qui n'étaient pas invités. Les projecteurs des médias mondiaux, déjà sur place, attirèrent inévitablement protestataires et manifestants. La planète cessait de se résumer à un carnet d'adresses, l'économie à un *who's who*.

Le World Economic Forum cherchera en d'autres lieux, assurément, ce mélange perdu de discréction, de médiatisation, de sécurité. Peut-être un grand hôtel de mégapole qui, à l'américaine, est une cité à lui seul; peut-être une station à l'accessibilité aisément contrôlable. A terme, Davos n'a guère de chances d'être retenu, ni peut-être le forum de subsister dans sa forme actuelle. Mais Davos est devenu aussi un problème politique suisse.

Le Conseil fédéral a en conséquence pris deux décisions. Assurer en 2003, si le retour à Davos est confirmé, la sécurité du

Forum, au prix d'un engagement de 3 à 4 millions. Encourager la création d'une fondation de dialogue avec les contestataires, intitulé «*Spirit of Davos*».

La première décision est légitime. C'est un devoir démocratique de protéger la tenue d'une manifestation quelle qu'elle soit et d'assurer la sécurité d'hôtes étrangers.

La seconde décision est un leurre. Davos est estampillé Davos. Croire qu'en changeant la signification en en faisant un lieu d'échange cœcuménique, c'est de l'amuse-galerie; c'est donner dans la société spectacle. D'un carnet économico-mondain ne peut sortir que des éco-mondanités. Le dialogue ou l'affrontement, pour être utile, doit avoir lieu sur d'autres terrains, de vérité et non pas de «*mostra*». Regret que le Conseil fédéral encourage de ses (nos) devoirs un mauvais relookage. ag

Porto Alegre

Forum social mondial

Le World Economic Forum cherche un nouvel esprit après trente et un ans de négociations feutrées. Le Forum de Porto Alegre, histoire d'être en contradiction, a créé un état d'esprit avant même d'avoir une table sur laquelle négocier. Et ce fut sa qualité première, celle d'agglomérer – sans forcément fédérer – les forces de la contestation.

Le premier sommet de Porto Alegre a réuni toutes les organisations, syndicats ou associa-

tions critiquant les effets du libéralisme économique; des mouvements naviguant d'ailleurs souvent entre souverainisme et internationalisme, entre la défense d'intérêts particuliers ou nationaux et l'exigence d'une solidarité mondiale. Mais le catalogue brouillon des revendications 2001 dresse un vrai constat. La globalisation des échanges ne parvient pas à une véritable répartition des richesses, ni au niveau international, ni à l'intérieur des fron-

tières nationales. Et les outils existants permettant de réguler le marché sont insuffisants.

Le programme de cette année déclinera bien sûr les thèses de la mouvance anti-libérale qui seront discutées dans des centaines d'ateliers; mais il évoquera aussi les conséquences de la guerre américaine contre le terrorisme. Les 40 000 ou 80 000 personnes réunies dans la ville brésilienne du 31 janvier au 5 février seront face à de nouveaux défis. Fédérer les divers

movements qui se rassemblent sous la bannière du Forum social mondial; élaborer une plate-forme de propositions concrètes; résoudre, ou du moins, débattre de la question des violences lors des manifestations anti-mondialisation. Et réfléchir à l'institutionnalisation du mouvement. Avant qu'il y ait plus de responsables de gouvernements à Porto Alegre qu'à New-York ou Davos. gs